

Notre avenir social nous appartient

La Corse vit toujours dans un état de non développement. Les conséquences sociales de cette situation sont connues : toujours plus de pauvreté et des accès à des droits fondamentaux comme celui de se nourrir, de travailler, de se loger, ou encore de se soigner...de plus en plus difficiles pour de plus en plus de Corses. La crise actuelle dont sont responsables ceux qui ne cessent de répéter que seul le marché peut réguler l'économie, aggrave cet état de pauvreté. Le chômage augmente de manière inquiétante tandis que les entreprises insulaires connaissent de difficultés grandissantes.

Les choix gouvernementaux en rajoutent à la crise. D'un côté, un bouclier fiscal qui profite uniquement aux plus riches auquel s'ajoutent des aides financières massives pour les banques et le patronat sans aucune contrepartie; et de l'autre, destruction de l'emploi public, remises en cause des droits à la retraite et à la santé, précarisation accrue du travail, refus de soutenir la consommation, chasse aux chômeurs, aux Rmistes, aux sans papiers, aux plus pauvres d'entre nous...

Pourtant, depuis plusieurs mois, les mobilisations sociales s'organisent et s'amplifient. Il y a la Guadeloupe, la Martinique et leurs mouvements exemplaires contre la vie chère et pour la dignité... Il y a des mouvements chez les enseignants qui ont contraint le gouvernement à d'autres reculs... Ces impressionnantes manifestations de rue cet hiver où se sont côtoyés des fonctionnaires, des salariés du privé, des retraités, des travailleurs privés d'emploi... D'autres manifestations contre les suppressions d'emplois... Puis dernièrement les bonnes mobilisations du 1^{er} mai

La Corse n'est pas à l'écart de ces mobilisations avec des luttes courageuses dans la grande distribution menées notamment par des femmes, des mouvements de protestation contre la suppression de bureaux de poste ou encore l'organisation de chômeurs et des sans logis, la prise de parole publique de travailleurs sans papiers, des protestations contre la fermeture du CREPS, la réduction des emplois hospitaliers ou la suppression de postes d'enseignants RASED... Il y a eu aussi ces milliers de manifestants dans les rues de Bastia, d'Ajaccio et de Porto-Vecchio lors des deux journées de mobilisation nationale... Dernièrement, ce sont tous les syndicats de salariés qui ont élaboré une plate-forme commune contre la vie chère.

En fait, nous aussi, nous sommes à la recherche d'une riposte qui soit à la hauteur des enjeux sociaux actuels. Nous sommes nombreux à vouloir faire converger les luttes. Mais comment faire ? Quelles leçons pouvons-nous tirer des mouvements sociaux guadeloupéens, martiniquais ? Quelles suites données aux grandes manifestations de cet hiver ? Comment faire pour gagner la bataille contre la vie chère ? Comment ne pas exclure des luttes à venir les plus pauvres ? Comment faire de la question sociale dans toutes ses dimensions, une priorité ?

Pour débattre de ces questions, les organisations de la Charte de la société civile corse* en partenariat avec l'Université de Corse vous invitent à une

Réunion-débat
« Notre avenir social nous appartient »
Samedi 16 mai 2009 à 15 h
Université de Corse (Fac de droit)

• **Interviendront à la tribune (10mn par intervenant):**

- César MASOTTI (comité de lutte des chômeurs Corsica per vive) « *Les chômeurs, les rmistes et les précaires ont aussi des droits* »
- Jean Claude MORISON (éducateur spécialisé) « *Faut-il avoir peur de notre jeunesse ou au contraire parier sur elle ?* »
- François LUCIANI (Secours Populaire Français) « *Les pauvres au cœur du combat social* »
- Jeanine MASTOR (CFDT Santé) « *L'accès au droit à la santé en danger* »
- François GIUDICELLI (UNSA) « *Pourquoi une intersyndicale contre la vie chère ?* »
- Daniel CHAUMONT (I Fratelli di a strada) « *Les sans logis s'organisent, une expérience citoyenne* »

• **Débat : Modérateurs et synthèse/Charte de la société civile corse et Université de Corse**

- Jean Baptiste CALENDINI (Directeur de cabinet du Président de l'Université de Corse)
- Gérard MORTREUIL (CFDT)
- André PACCOU (Ligue des Droits de l'Homme)
- Gaston PIETRI (Corte 96)

* : ABCDE - PEP 2B - EURO MEDITERRANEA - LE POULPE - CORSICA PER VIVE - SCOPRE - CFDT CORSICA - CORTE 96 - DIRITTI PAISANA - FDSEA 2B - LE GARDE - LDH - MUTUELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE - -ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU D'AJACCIO - PER A PACE - RASSEMBLEMENT DES MUSULMANS DE CORSE - SECOURS POPULAIRE FRANCAIS - SNEP-FSU - S.T.C - SNJ FRANCE 3 CORSE - SUD FRANCE 3 CORSE - TAVAGNA CLUB - U SVEGLIU CALVESE - UNION DES MAROCAINS DE LA CORSE DU SUD - UNION REGIONALE DES FOYERS RURAUX DE CORSE - UNSA CORSE - VIA CAMPAGNOLA